

plan qui viserait à séparer l'Europe occidentale de ses alliés nord-américains, mais on perçoit aussi de la part des Européens une hardiesse qui confine parfois au chauvinisme. On entend maintenant parler, bien que ce ne soit pas dans les milieux officiels, tout autant d'une «expulsion» des Américains d'Europe que d'un «retrait» de ces derniers. Ni l'une ni l'autre de ces éventualités n'est en fait très probable, mais dans l'intérêt de la stabilité internationale (et, certes, dans celui du Canada), il convient d'aider à maîtriser toutes ces attitudes diverses et mouvantes en faisant preuve de doigté et en recourant le plus possible à la consultation mutuelle.

Une idée qui a été développée par un membre de l'Institut, notamment M. John Toogood, et qui a par la suite été reprise dans d'autres discussions internationales, porte sur l'institutionnalisation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), laquelle regroupe trente-cinq pays. Une notion connexe a maintenant été présentée au niveau le plus élevé, quand le président Gorbatchev a demandé aux chefs de ces trente-cinq pays européens et nord-américains de tenir sans tarder un sommet à Helsinki. Ces propositions se fondent sur les avantages qui découlent de l'existence d'au moins une tribune d'envergure où tous les pays intéressés se rassemblent pour discuter de questions politiques fondamentales, pendant que d'autres négociations plus délimitées se poursuivent dans des cadres spécialisés. Les objectifs que M. Gorbatchev recherche au grand sommet des trente-cinq pays ne sont pas tout à fait clairs (à moins, peut-être, qu'il ne veuille y faire sanctionner officiellement une nouvelle entente sur les forces conventionnelles), mais l'institutionnalisation des réunions régulières de ce groupe de pays aux niveaux officiels ou ministériels aurait pour but d'entretenir le dialogue et de coordonner les divers pourparlers. Les séances ne seraient alors pas nécessairement limitées aux mêmes «thèmes-cadres» que dans le passé, mais les intervenants pourraient y aborder toute la gamme des questions politiques, militaires, économiques et sociales intéressant ces pays. L'officialisation continue du processus de la CSCE présenterait certes des difficultés et des dangers, mais les périls de la fragmentation, des mauvaises communications ou de l'instabilité pendant cette période de transition enivrante et remplie de défis sembleraient encore plus grands.

Il faut aussi que le vent de détente soufflant en Europe s'étende à d'autres pays. À plusieurs points de vue, il sera particulièrement important de favoriser de meilleures relations entre le Japon, l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est. Peu d'Occidentaux savent que l'amélioration des rapports dont ont bénéficié les Européens de l'Ouest et les Nord-américains a peu déteint sur les relations entre le Japon et